



- Le live du 7^{ème} Forum Mondial de l'eau -

Le pS-Eau y était, qu'en a avons-nous retenu ?



Lundi 13 avril, 14H40 - 16H40, DEC_502
T.SS.05 High level panel

"Infrastructure financing for a water-secure world"

Plus d'informations sur cette session:

http://eng.worldwaterforum7.org/program/program.asp?program_seq=411

- **Coordinateur:** World Water Council (WWC)
- **Co-Coordinateur:** Organisation for Economic Cooperation and Development (OECD)
- **Modérateur :** Angel Gurría, Secretary-General, OECD



Cette session visait à faire ressortir des objectifs clairs et encourager le dialogue sur le rôle des infrastructures, et les ressources financières nécessaires (et les moyens pour les générer) pour assurer un accès à l'eau sécurisé dans le monde.

Elle devait également donner suite aux recommandations du Panel Camdessus (2003) et de la Gurria Task Force (2006).

Quelles ont été les évolutions depuis ces périodes ?

UNSGAB a mis l'eau en haut de l'agenda, (des lieux de réflexion sur le suivi financier du secteur se sont constitués).

Le débat autour du climat a élargi la réflexion au-delà du Nexus productiviste « water for energy, water for food ».

Les SDG's ont émergé.

De nombreux pays ont fait un bon économique important leur permettant l'accès aux prêt du secteur commercial pour leurs infrastructures.

La crise économique de 2008 a fragilisé le secteur du crédit.

Les institutions financières ont diversifié leurs produits pour les adapter aux besoins des économies en transition.

Quelques intervenants ont exprimés le souhait de :

- Considérer davantage la diversité de la ressource. Le recyclage des eaux doit être considéré comme un des points d'avenir et il faut attirer les financeurs sur ce secteur qui va se développer mais qui reste fragile dans l'esprit des investisseurs.
- Considérer davantage la diversité des financements. L'approche 3T (Taxe, Tarif et Transfert) promue par l'OCDE prend en compte la durabilité des services et la soutenabilité des coûts.
- Avoir un message clair sur le prix de l'eau.
- Avoir un système de suivi des performances des services partagé et efficace (notamment pour comparer les coûts).
- Avoir une meilleure gouvernance demeure le point clé pour sécuriser les financements.

Selon M. Loïc fauchon, Président de la Société des Eaux de Marseille, il faut de plus en plus de moyens pour distribuer l'eau mais aussi protéger la nature. Il s'agit de rééquilibrer l'eau pour le développement et l'eau pour la nature. Le Nexus Water for energy and food,

c'est terminé. Il faut étendre la réflexion à l'eau pour la santé, et la préservation de l'environnement

C'est le moment de répondre aux attentes exprimées dans le rapport Camdessus de lancer une taxe mondiale pour financer l'accès à l'eau et l'énergie dans les PED. Une campagne mondiale de promotion de ce fonds d'intervention doit être lancée.

M. Jean-Louis Chaussade, Président Directeur Général de Suez, le Droit à l'eau doit être effectif mais il est illusoire d'en faire peser le coût aux usagers.

Il faut appliquer avec beaucoup de finesse l'équilibre entre les trois T que prône l'OCDE pour arriver à des services durables.

Une taxe de 1 % sur le prix permettrait de payer le développement de services urbains des grandes métropoles.

Pour pérenniser les financements il faut un environnement financier stable et surtout assurer la transparence de la gestion.

La tenue de la COP 21 en décembre doit permettre de gérer l'eau de manière plus globale dans un système de lutte contre les changements climatiques et de la préservation de la ressource.